

COMMUNE DE PLOBSHEIM

1A, rue du Moulin

67115 PLOBSHEIM

Tél. 03 88 98 50 21

accueil@plobsheim.fr

Restructuration du local du rez-de-chaussée
du bâtiment situé au 6 rue du Moulin 67115 Plobsheim
en Maison des Assistantes Maternelles

<p>REGLEMENT DE CONSULTATION MARCHE DE TRAVAUX</p>

DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :
Vendredi 16 mai 2025 avant 12h00

Les offres seront déposées EXCLUSIVEMENT par voie dématérialisée sur
<https://plateforme.alsacemarchespublics.eu>

Les offres sous format papier envoyées par voies postale ou déposées physiquement ne seront ni ouvertes, ni analysées.

Consultation en Procédure Adaptée conformément aux dispositions
du code de la commande publique.

ARTICLE 1 : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

1.1 Maître d'ouvrage

Commune de Plobsheim

Adresse : 1 rue du Moulin – 67115 Plobsheim

Représentée par : Mme Michèle LECKLER, Maire

1.2 Objet de la consultation

Marché de travaux

Restructuration du local du rez-de-chaussée du bâtiment situé au 6 rue du Moulin 67115 Plobsheim en Maison des Assistantes Maternelles

ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1. Étendue de la consultation

La présente consultation concerne tous les lots.

La consultation est soumise aux dispositions du code de la commande publique, selon une procédure adaptée, conformément aux articles R.2123-1, R.2123-4 et R.2123-5 du Code de la commande publique.

2.2. Décomposition en lots

Les travaux sont répartis en **10 lots** :

- 01 – Menuiserie extérieure
- 02 – Plâtrerie, isolation
- 03 – Plomberie, sanitaire
- 04 – Electricité, chauffage, ventilation
- 05 – Menuiserie intérieure, agencement
- 06 – Serrurerie
- 07 – Sol souple
- 08 – Carrelage, faïence
- 09 – Peinture
- 10 – Nettoyage de mise en service

Chacun des lots fait l'objet d'un marché séparé. L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt.

Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire du ou des marchés.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il se verra contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur indiqué ci-dessus.

Les candidats peuvent présenter une offre, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements. Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux qualités. Un même prestataire ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Les candidats peuvent soumissionner à plusieurs lots. Ils pourront proposer des offres variables dans le cas où ils seraient attributaires d'un ou plusieurs lots.

2.3. Documents de la consultation (DCE)

- Le présent Règlement de consultation
- L'acte d'engagement
- L'annexe : Cadre de mémoire technique
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux
- Le Plan d'Installation de Chantier
- Le Rapport Initial du Contrôleur Technique
- Le Plan de Prévention de Coordination Sécurité et Protection de la Santé
- Le Repérage Amiante Avant Travaux
- La Repérage Plomb Avant Travaux
- Le Planning prévisionnel des travaux
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (par lot)
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (par lot)
- Les pièces graphiques

2.4. Assistant du maître d'ouvrage

Sans Objet.

2.5. Maîtrise d'œuvre - Ordonnancement, Pilotage et Coordination de chantier

Architecte mandataire et OPC :

BUISSONNIERE - 6 chemin du Gliesberg 67200 Strasbourg

Bureau d'études structure :

SEC BTP – 49 avenue Jean Jaurès 67100 Strasbourg

Bureau d'études fluides, électricité et SSI :

TERRANERGIE – 1 rue Hemberg 88580 Saulcy-sur-Meurthe

2.6.: Contrôle technique et coordination SPS

APAVE

2 rue de l'électricité ZI Vendenheim BP92260 Vendenheim 67454 Mundolsheim Cedex

2.7. Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Un Plan général de Coordination est joint au dossier de consultation

2.8. Délais d'exécution

Les délais d'exécution des travaux sont fixés par le planning joint à la présente consultation et ne peuvent en aucun cas être modifiés par le soumissionnaire. La date prévisionnelle de démarrage des travaux est prévue fin juin 2025 (semaine 26) avec préparation du chantier durant 2 semaines à partir de mi-juin (semaine 24).

2.9. Variante et options

En application de l'article R2151-10 du Code de la Commande Publique, les variantes sont autorisées à la condition d'une réponse à l'offre de base.

Les variantes obligatoires sont précisées dans les DPGF et CCTP des lots concernés

Lot 01 - Menuiserie extérieure	3. Fourniture de menuiseries aluminium
--------------------------------	----------------------------------------

	5. Fourniture et pose d'une porte la. 177 / ht. 250 – façade nord
Lot 05 – Menuiserie intérieure Agencement	13. Fourniture et pose d'un dérouleur papier toilette type BARBANTIA Mindset porte rouleau de papier hygiénique teinte blanc ou équivalent

2.10. Modification de détails au dossier de consultation

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard **10 jours** avant la date limite pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.11. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

2.12. Mode de règlement du marché

Les travaux, objet du présent marché, seront rémunérés dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique. Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) seront payées dans un délai global de **30 jours sans escompte** à compter de la date de dépôt sur Chorus **après validation préalable des factures ou des demandes de paiement équivalentes chez le maître d'œuvre.**

ARTICLE 3 : PRESENTATION DES OFFRES

Le dossier de consultation peut être :

⇒ téléchargé gratuitement à l'adresse électronique suivante :
<https://alsacemarchespublics.eu/>

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Il est recommandé de créer un compte sur la plateforme où vous renseignerez notamment le numéro SIRET et la raison sociale de votre société ainsi qu'une adresse électronique de façon à vous tenir informé des modifications éventuelles intervenant en cours d'une procédure (ajout d'une pièce au DCE, envoi d'une liste de réponses aux questions reçues, ...).

3.1. Visite du site

Des visites sur site sont prévues.

Le chantier est situé au 6 rue du Moulin 67115 Plobsheim

Les visites sont facultatives mais vivement recommandées pour tous les lots, à l'exception des lots suivants :

- 05 – Menuiserie intérieure Agencement,
- 07 – Sol souple,
- 08 – Carrelage Faïence,
- 09 – Peinture.

Les visites auront lieu :

- Le lundi 05 mai 2025 à 9h

3.2. Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui :

Candidature

Les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) pour présenter leur candidature. Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr. Ils contiendront les éléments indiqués ci-dessous :

- Tout document faisant apparaître expressément l'identité et la capacité de la (des) personne(s) habilitée(s) à engager l'entité candidate, quelle que soit la forme juridique de cette entité (ex. : extrait Kbis, carte professionnelle). En cas de transfert de cette capacité à une autre personne, ce transfert devra être prouvé par la production d'un mandat, d'un pouvoir ou d'une délégation signée(e) par une personne officiellement habilitée à engager la société ;
- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;
- Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du (ou des) jugement(s) prononcé(s) à cet effet
- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail ;
- Attestations de régularité fiscale
- Attestation de vigilance Urssaf
- Déclaration sur l'honneur dûment datée et signée par le candidat ou DC2 le cas échéant pour justifier :
 - o Qu'il satisfait aux obligations fiscales et sociales (DC2 ou équivalent);
 - o Qu'il ne fait pas l'objet d'une interdiction de concourir (DC2 ou équivalent);
 - o Qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux art. L8221-1 à L8221-2, L8221-3 à L8221-5, L5221-8 à 8251-1, L8231-1, L8241-1 à L8241-2 du Code du Travail (DC2 ou équivalent)
 - o Dans le cas où il emploie des salariés, que la réalisation du travail sera effectuée par des salariés régulièrement employés au regard des articles L1221-10, L3243-2 et R3243-1 du code du travail
- L'attestation d'assurance de responsabilité civile couvrant l'activité du titulaire, ainsi qu'une attestation de garantie décennale et biennale pour les ouvrages de construction autres que ceux mentionnés à l'article L 243-1-1 du code des assurances couvrant la durée totale du marché ; cette attestation sera remise au plus tard dans les quinze jours qui suivent la notification du marché et avant tout début d'exécution des travaux.
- Qualifications de l'entreprise ;
- Références techniques similaires de moins de 5 ans ;

Le candidat peut s'il le souhaite produire le document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission Européenne, en lieu et place des documents mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11.

Offre

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes (par lot)
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) : cahier ci-joint à accepter sans aucune modification daté et signé par lot ;

- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) : cahier ci-joint à accepter sans aucune modification daté et signé par lot ;
- La décomposition du prix global forfaitaire (D.P.G.F) à remplir par lot ;
- Le mémoire technique détaillé à remplir (par lot)
- Le planning des travaux daté et signé
- Attestation de visite pour tous les lots, sauf pour les lots
 - 05 – Menuiserie intérieure Agencement,
 - 07 – Sol souple,
 - 08 – Carrelage Faïence,
 - 09 – Peinture.

ARTICLE 4 : JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidatures qui ne sont pas recevables en application des articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 ou qui ne présentent pas des garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes ne sont pas admises.

Les offres seront analysées économiquement par l'équipe de maîtrise d'œuvre et de maîtrise d'ouvrage.

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions définies par les articles L.2152-1 à L.2152-9 selon l'application des critères pondérés suivants :

- **valeur technique appréciée au regard du mémoire technique renseigné par l'entreprise : 60 %.**

ATTENTION :

La valeur technique de l'offre sera nulle en cas d'absence de transmission du mémoire technique ou l'utilisation d'un cadre de mémoire technique autre que celui joint.

Il est également conseillé de remplir la DPGF sous format informatique.

- **prix des prestations :40 %.**

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans la décomposition du prix global et forfaitaire, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de la consultation. Toutefois, si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier la décomposition du prix pour le mettre en harmonie avec le montant total de l'offre ; en cas de refus son offre sera éliminée.

Le jugement des offres donnera lieu à un classement des offres. L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le candidat produise les certificats et attestations prévus aux articles R 2143-6 et R 2143-10 du code de la commande publique.

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur à l'attributaire pour remettre ces documents sera indiqué dans le courrier envoyé à celui-ci ; ce délai ne pourra être supérieur à 10 jours.

ARTICLE 5 : NEGOCIATION

L'acheteur se réserve le droit de procéder ou non à une négociation. Cette négociation pourra concerner soit tous les lots soit uniquement un certain nombre de lots que le Maître d'Ouvrage jugera utile. Dans le cas où il décidait d'exécuter une négociation, il pourra déléguer à la maîtrise d'œuvre (architecte ou bureau d'études), le déroulement de cette dernière dans le respect des articles R.2123-5 et R2161-23 du Code de la commande publique.

Néanmoins **3 candidats** seront sélectionnés pour participer à la négociation. Le candidat dont l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie, s'engage de procéder éventuellement à une mise au point des composantes du marché, sous réserve que ces modifications ne puissent remettre en cause les caractéristiques substantielles de l'offre.

ARTICLE 6 : CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES

Conformément à l'article R.2132-7 du Code de la commande publique, seuls les dépôts électroniques sur le profil acheteur de l'acheteur public sont autorisés. Les plis sont transmis à l'adresse URL suivante, **avant les date et heure limites de réception précisées en page de garde du présent document**.

Les candidats transmettent leur offre uniquement via la plateforme Alsace Marchés Publics,
⇒ Par voie dématérialisée : <https://alsacemarchespublics.eu/>

Aucun envoi par courriel (voir par télécopie) ne sera accepté. La réponse papier par envoi postal est strictement interdite. Ce type d'envoi ne sera ni ouvert, ni pris en compte. Seuls les dépôts électroniques sur le profil « acheteur » de l'acheteur sont autorisés.

Les candidats sont invités à prendre en compte le temps de chargement de l'offre sur la plateforme par rapport aux délais de clôture : ce temps de chargement reste relatif au débit de souscription de vos accès internet mais aussi de la taille des pièces transmises.

En outre, il est rappelé qu'en cas d'envois successifs par un même candidat, **seul le dernier pli déposé avant la date limite de remise des plis sera pris en compte**. Le candidat constatant une erreur dans son premier envoi (document erroné ou manquant) doit impérativement renvoyer la totalité des documents requis.

Seuls peuvent être ouverts les plis reçus dans les délais. Les plis et éventuelles « copies de sauvegarde » parvenus hors délais sont inscrites au registre des dépôts et sont éliminés.

ARTICLE 7 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

7.1. Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire une demande écrite par voie électronique sur la plateforme : <https://alsacemarchespublics.eu/>

Une réponse sera alors adressée, par écrit, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Les candidats sont informés que l'acheteur utilise son profil d'acheteur pour communiquer par écrit avec les candidats (envoi des réponses aux questions, informations sur les éventuelles modifications du DCE, éventuelles demandes de complément des candidatures, etc.). Des courriels contenant un lien de téléchargement permettant à chaque candidat d'accuser réception et d'accéder au contenu de ces messages seront donc adressés aux candidats en provenance de l'adresse de messagerie suivante : ne_pas_repondre@alsacemarchespublics.eu

La notification des échanges électroniques s'opérant grâce à la messagerie électronique sécurisée, les candidats sont appelés à une vigilance pour s'assurer du paramétrage adapté de leur messagerie (adresse courriel valide, redirection automatique, filtre anti-spam, courriels indésirables).

ARTICLE 8 : REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)

Depuis l'entrée en vigueur, le 25 mai 2018, du **Règlement Général sur la Protection des Données**, (règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016),

les candidats au présent marché public ou accord-cadre et l'acheteur doivent mettre en place les mesures appropriées en conformité avec la réglementation.

8.1 Par les candidats

Les candidats s'engagent à mettre en œuvre toutes les mesures au titre du RGDP pour les données qu'ils ont collectées au cours de la procédure de passation du présent marché ou accord-cadre. Cet engagement s'applique aussi en cas de co-traitance et de sous-traitance. Tout manquement au RGPD sera susceptible d'entraîner des sanctions.

8.2 Par l'acheteur

Les informations recueillies concernant le candidat, le sous-traitant, le co-contractant font l'objet d'un traitement destiné au représentant de l'acheteur.

Pour la finalité suivante : communication durant la passation du marché ou de l'accord-cadre.

Les destinataires de ces données sont les personnes habilitées chargées de la gestion de marchés publics.

Les données personnelles sont conservées au même titre et conditions d'archivage que celles prévues aux articles R2184-12 et R2184-13 du Code de la commande publique.

Conformément à la réglementation relative à la protection des données et notamment au Règlement général sur la protection des données (Règlement n°2016/679 du 27 avril 2016), les candidats bénéficient à tout moment, dans le cadre du présent traitement, du droit d'accéder aux données à caractère personnel les concernant, du droit à leur rectification ou leur effacement, ou encore d'un droit à la portabilité de leurs données. Pour exercer un de ces droits, ils pourront saisir le délégué à la protection des données désignée par l'acheteur. S'ils estiment, par ailleurs, après cette prise de contact, que leurs droits Informatique et Libertés ne sont pas respectés ou que le traitement n'est pas conforme aux règles de protection des données, ils pourront adresser une réclamation à la CNIL (www.cnil.fr)